

lités de s'adapter à l'enseignement auquel ils sont soumis sont inégales. Dans cet ordre d'idée, le fait que l'enseignement soit le même pour tous jusqu'à la 3ème ne change absolument rien. Le problème n'est pas scolaire ni financier, il est social. Tant que la société sera divisée en classes, les inégalités culturelles subsisteront et ne pourront être compensées par une lutte contre le retard scolaire! Pour résoudre ce problème, des aménagements scolaires ne suffisent pas!

S'agissant du contenu et de la qualité de l'enseignement, peu de choses seront changées aussi. Le Programme Commun reste extrêmement vague sur le contenu du savoir scientifique et démocratique que l'école sera censée diffuser. Quoi qu'il en soit, les élèves continueront d'être passifs devant ce savoir qu'on leur inculquera du haut de la chaire magistrale, ils continueront d'être traités comme des petits gamins mis en tutelle et n'auront pas plus la possibilité que par le passé de discuter ce savoir et de le mettre en question. Ils continueront, en somme, à ressembler à des oies qu'on gave et non pas à des personnes apprenant à prendre en main leur sort.

L'ECOLE

QUE NOUS VOULONS

LES REFORMES NE SUFFISENT PAS!

La carence fondamentale des propositions faites par le Programme Commun au sujet de l'Ecole vient du fait que ses signataires conçoivent l'école comme un monde à part, coupé de la société, un instrument neutre, qui sert en ce moment à la bourgeoisie mais qui, un peu aménagé, peut servir encore mieux au gouvernement démocratique.

Nous disons, nous, ainsi que cela a été montré dans l'article précédent, que l'Ecole fait partie intégrante de la société, qu'une société de classes ne peut offrir autre chose qu'une école de classes. Il faut être bien naïf ou volontairement aveugle pour penser qu'il est possible de rompre avec les mécanismes de l'éducation bourgeoise tant que dans la majorité des entrepri-

Enfin, la gestion tripartite des établissements scolaires n'est rien de plus qu'une participation améliorée. Le Programme Commun prend bien soin de préciser "qu'elle ne portera pas atteinte aux responsabilités et prérogatives essentielles qui incombent en dernier ressort au pouvoir politique." (Editions Sociales, p.78). Démocratie surveillée donc. De plus, il ne faut pas oublier que le pouvoir politique dont il est question, s'il sera aux mains de la gauche unie, ne vise en aucun cas à transformer fondamentalement la société, à instaurer le socialisme. Ceci, Georges Marchais l'a répété à de nombreuses reprises. La société dont il s'agit restera bourgeoise, et l'école continuera de fonctionner dans et pour cette société bourgeoise.

Si l'on examine l'une des composantes de cette gestion tripartite, les usagers, le terme peut paraître vague! En somme, le Programme Commun met sur le même plan tous les parents d'élèves comme s'ils avaient tous les mêmes positions par rapport à l'école, les mêmes difficultés et les mêmes demandes à faire, comme si l'ouvrier spécialisé et le PDG de l'entreprise qui l'emploie avaient le même point de vue sur l'école et pouvaient concevoir de la même manière son fonctionnement! Ce n'est pas le chemin qui mène au contrôle de l'école par les travailleurs!

ses les patrons resteront en place, tant que continuera de jouer le loi du profit.

Nous ne négligeons en aucune manière les revendications quantitatives. Plus généralement, nous pensons qu'il est juste d'avancer au sujet de l'Ecole un certain nombre de revendications:

- gratuité absolue de l'enseignement
- refus de l'orientation impérative et précoce, et de la sélection par l'échec
- refus de la mainmise du patronat sur l'enseignement
- lutte contre l'auxiliariat
- lutte pour la libre activité politique dans les établissements

pour ne citer que les points les plus importants.

L'ensemble de nos revendications ne constitue pas un contre-plan démocratique pour l'enseignement. Les luttes que nous proposons de mener ne le se-